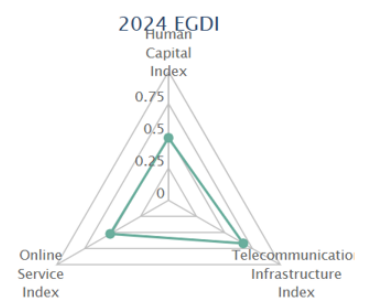
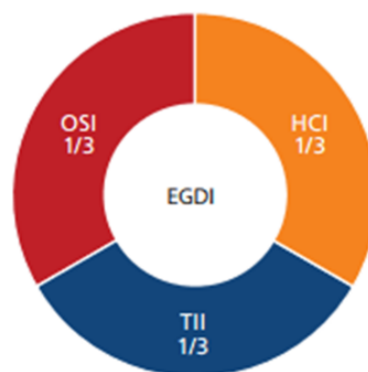
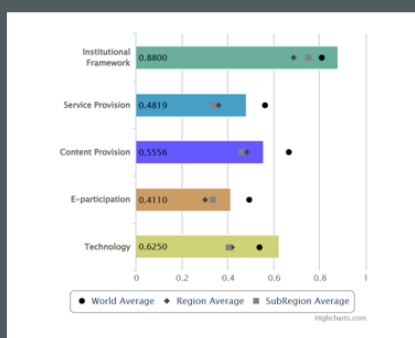


TRANSFORMATION DIGITALE ET ODD

JUILLET 2025

CÔTE D'IVOIRE

Analyse de la
Performance Pays et
Niveau de Maturité du
Gouvernement Digital



L'Évaluation de la Performance du Gouvernement Numérique en Côte d'Ivoire : Progrès, Défis et Recommandations Stratégiques

Résumé Exécutif : Le Parcours de Transformation Numérique de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire s'est engagée dans une transformation numérique ambitieuse, visant à se positionner comme un pôle numérique majeur en Afrique de l'Ouest francophone. Cette ambition est étayée par des stratégies nationales robustes et des investissements significatifs dans les infrastructures de télécommunications. L'analyse de sa performance, à travers l'Indice de Développement de l'Administration en Ligne (EGDI) des Nations Unies et les indicateurs de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et de la Banque Mondiale, révèle des avancées notables, notamment une amélioration constante de la connectivité. Cependant, le pays est confronté à des retards critiques et à des défis structurels, en particulier en ce qui concerne la qualité et l'adoption des services en ligne, le développement du capital humain numérique, et la persistance d'une fracture numérique, notamment du genre. En comparant la Côte d'Ivoire aux leaders mondiaux et africains en matière de gouvernement numérique, des recommandations stratégiques émergent pour consolider ses acquis, combler ses lacunes et accélérer sa trajectoire vers un avenir numérique inclusif et résilient.

1. Introduction : L'Importance Stratégique du Gouvernement Numérique pour la Côte d'Ivoire



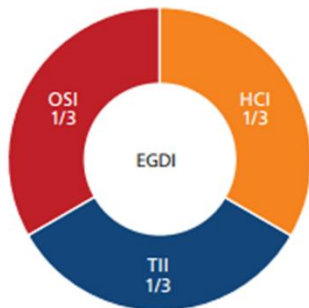
La Côte d'Ivoire est engagée dans une transformation numérique remarquable, ancrée dans une stratégie de développement national qui vise à en faire un centre numérique en Afrique de l'Ouest francophone.¹ Cette orientation est

formalisée par la [Stratégie Nationale de Développement Numérique \(SNDN\) 2021-2025](#), adoptée en décembre 2021. Cette stratégie a pour objectif d'accélérer la transformation numérique du pays afin qu'il devienne un acteur majeur de l'innovation d'ici 2025.

Le gouvernement ivoirien reconnaît le rôle central de l'économie numérique comme moteur de croissance économique, d'innovation et d'amélioration de la prestation des services. Les autorités estiment que l'économie numérique dans son ensemble pourrait contribuer jusqu'à 10 % du PIB du pays d'ici 2050.² Le [Plan National de Développement \(PND\) 2021-2025](#), qui prévoit la mobilisation d'environ 100 milliards de dollars, souligne l'engagement du gouvernement en faveur d'une transformation économique structurelle et de l'amélioration de l'accès aux services essentiels, la transformation numérique étant considérée comme un outil puissant pour soutenir ces objectifs. La SNDN repose sur sept piliers fondamentaux : l'infrastructure numérique, les services numériques, les services financiers numériques, les compétences numériques, l'environnement des affaires dans le secteur de l'économie numérique, l'innovation et la cybersécurité.²

2. Performance du Gouvernement Numérique Ivoirien : Analyse Approfondie des Indices Clés

2.1 Aperçu de l'Indice de Développement de l'Administration en Ligne (EGDI) des Nations Unies



L'Indice de Développement de l'Administration en Ligne (EGDI) est une mesure composite qui évalue le niveau de développement du gouvernement

numérique d'un pays. Il intègre trois dimensions essentielles : la prestation de services en ligne (Online Service Index - OSI), les infrastructures de télécommunication (Telecommunication Infrastructure Index - TII) et le développement du capital humain (Human Capital Index - HCI).⁴ Il est important de noter que l'EGDI évalue la performance des pays les uns par rapport aux autres, plutôt que comme une mesure absolue.

Performance Actuelle (2024) :

En 2024, l'EGDI de la Côte d'Ivoire s'établit à 0,5587. Au niveau mondial, le pays se classe **124e sur 193** États membres des Nations Unies.⁶ La Côte d'Ivoire est classée dans le groupe des pays à **EGDI Élevé (HEGDI)**, plus précisément dans la catégorie **H2**.⁶

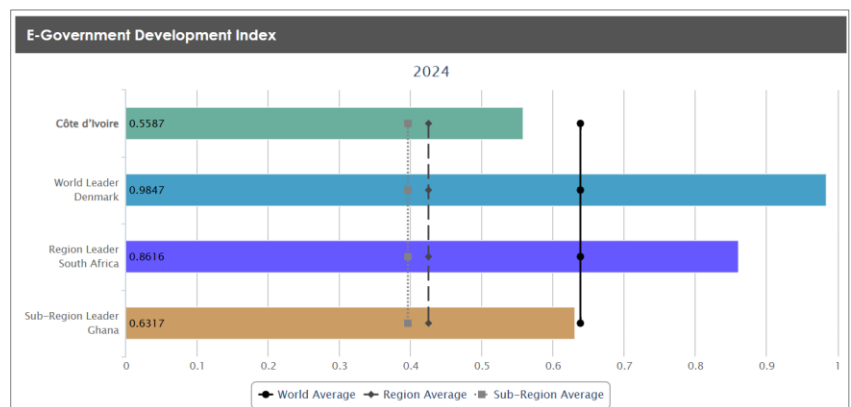
Tendances Historiques (2003-2024) :

La Côte d'Ivoire a montré une tendance constante à la hausse de sa valeur EGDI au cours des deux dernières décennies, passant de 0,000 en 2003 à 0,55868 en 2024. Son classement a généralement progressé, passant de la 174e place en 2003 à la 124e en 2024. Un bond significatif a été observé de la 172e place en 2018 à la 139e en 2020. Cependant, le classement de 124e en 2024

marque une légère régression par rapport à la 120e place en 2022.

Comparaison avec les Moyennes et les Leaders (2024) :

La valeur EGDI de la Côte d'Ivoire (0,5587) est inférieure à la Moyenne Mondiale (0,6317). Elle est supérieure à la Moyenne Régionale Africaine (0,4247) et à la **Moyenne de la Sous-Région Afrique de l'Ouest (0,3957)**. Le **leader mondial de l'EGDI est le Danemark (0,9847)**, le **leader de la région Afrique est l'Afrique du Sud (0,8616)**, et le **leader de la sous-région Afrique de l'Ouest est le Ghana (0,6317)**.⁶

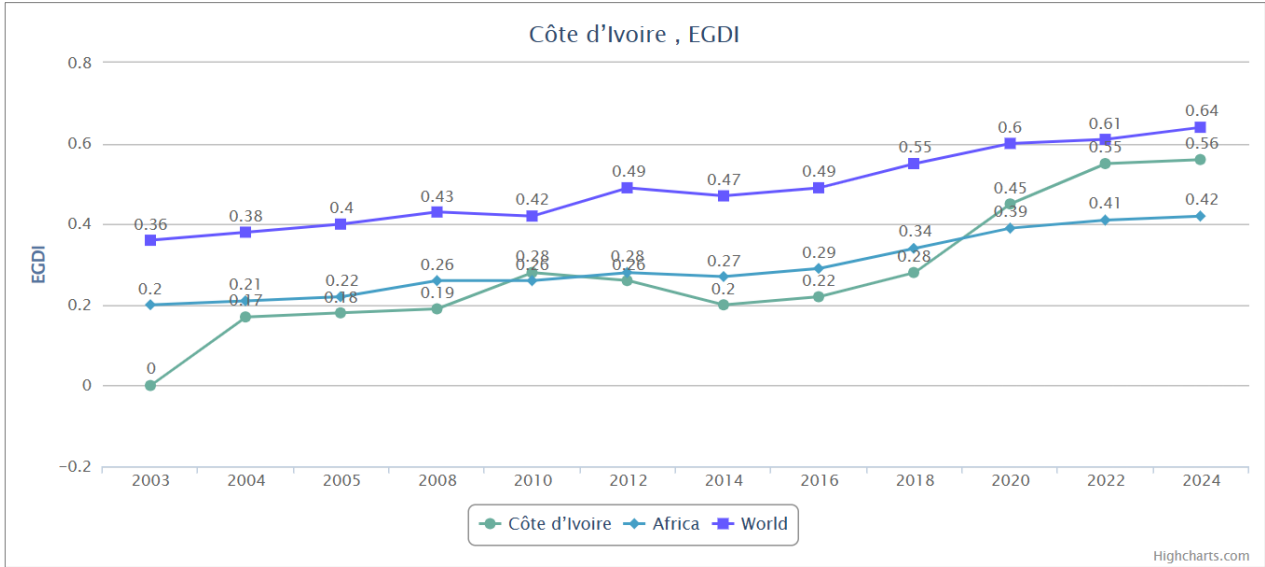


L'EGDI étant une mesure relative, l'augmentation de la valeur absolue de l'indice de la Côte d'Ivoire (de 0,54670 en 2022 à 0,55868 en 2024) alors que son classement mondial a reculé (de la 120e à la 124e place)⁶ est un point d'attention. Cela signifie que, bien que la Côte d'Ivoire réalise des progrès dans le développement de son gouvernement numérique, le rythme de ses avancées est plus lent que celui de la moyenne mondiale et de nombreux autres pays. D'autres nations numérisent leurs services à une vitesse supérieure, ce qui fait reculer la Côte d'Ivoire en termes relatifs, malgré ses propres améliorations. Cette situation met en évidence la nécessité d'accélérer et d'intensifier les initiatives pour suivre le rythme de l'évolution du paysage numérique mondial.

Tableau 1 : EGDI de la Côte d'Ivoire et Valeurs des Indices Composants (2024 vs. 2022 et Tendances Historiques)

Année	EGDI (Valeur)	EGDI (Rang)	OSI (Valeur)	TII (Valeur)	HCI (Valeur)
2024	0.55868	124	0.52194	0.66926	0.48484
2022	0.54670	120	0.54670	0.51860	0.57480
2020	0.44570	139	0.45290	0.50340	0.38080
2018	0.27760	172	0.22220	0.27480	0.33570
2016	0.21845	175	0.18841	0.17107	0.29589
2014	0.20385	171	0.17322	0.13917	0.29920
2012	0.25800	166	0.33333	0.10188	0.33880
2010	0.28045	144	0.32380	0.06224	0.45400
2008	0.18530	173	0.06354	0.03909	0.45695
2005	0.18204	160	0.05384	0.02228	0.47000
2004	0.17291	160	0.03861	0.02014	0.46000
2003	0.00000	174	0.00000	0.02149	0.44000

Source : UN E-Government Survey ⁶

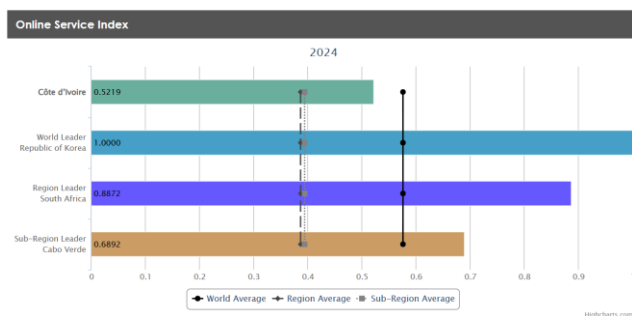


2.2 Analyse des Sous-Composantes de l'EGDI

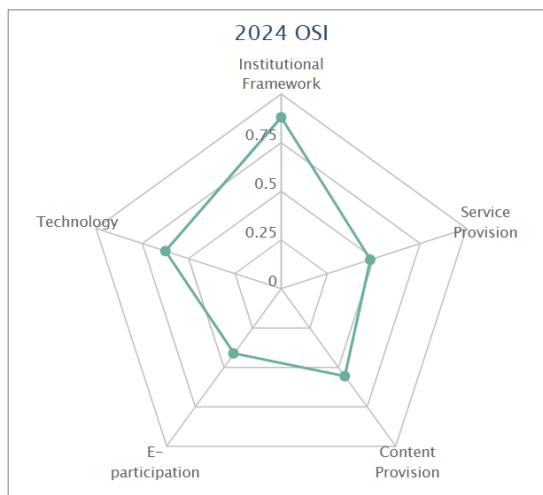
Indice des Services en Ligne (OSI) :

En 2024, la valeur de l'OSI de la Côte d'Ivoire est de 0,52194. Cette valeur a légèrement diminué par rapport à 0,54670 en 2022. Malgré ce léger recul récent, il y a eu une amélioration significative à long terme depuis 0,000 en 2003.

En comparaison, l'OSI de la Côte d'Ivoire est considérablement inférieur à la Moyenne Mondiale (0,5754) et supérieur à la Moyenne Régionale Africaine (0,3937). La République de Corée est le leader mondial (1,0000), et le Cap-Vert est le leader de la sous-région Afrique de l'Ouest (0,6892).⁶



Il est à noter que la méthodologie de l'OSI a été affinée en 2022, catégorisant les questions d'évaluation en cinq domaines thématiques : cadre institutionnel, prestation de services, fourniture de contenu, technologie, et autres. L'Indice Local des Services en Ligne (LOSI) pour Abidjan en 2024 est de 0,3229, la plaçant au 104e rang, une baisse notable par rapport au 90e rang en 2022.⁷

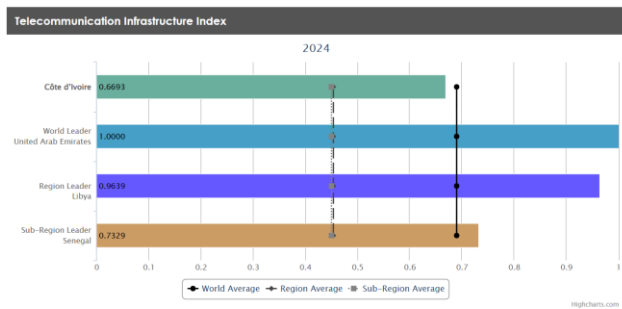


Bien que la Côte d'Ivoire ait été une pionnière dans la mise en œuvre de plateformes numériques, avec plusieurs systèmes de back-office et des services gouvernementaux dématérialisés déjà en place, le rapport de la Banque Mondiale indique que ces développements ont souvent été menés de manière cloisonnée. Il en résulte une adoption limitée des 66 services numérisés, attribuée à un manque de sensibilisation du public et à des incitations insuffisantes à utiliser les canaux numériques. La légère baisse récente de l'OSI national et du classement LOSI d'Abidjan ⁶ est directement liée à ces problèmes sous-jacents. Cela suggère que la Côte d'Ivoire a certes fait des progrès initiaux dans la numérisation des services, mais que l'accent a été mis davantage sur la *quantité* (nombre de services disponibles) plutôt que sur la *qualité*, l'*intégration* et l'orientation *centrée sur l'utilisateur*. Le développement en silos entrave une expérience utilisateur fluide et l'interopérabilité, ce qui conduit à une faible adoption. Le défi ne consiste pas seulement à mettre les services en ligne, mais à les rendre cohérents, faciles à trouver et réellement utiles, en promouvant activement leur utilisation et en renforçant la confiance du public.

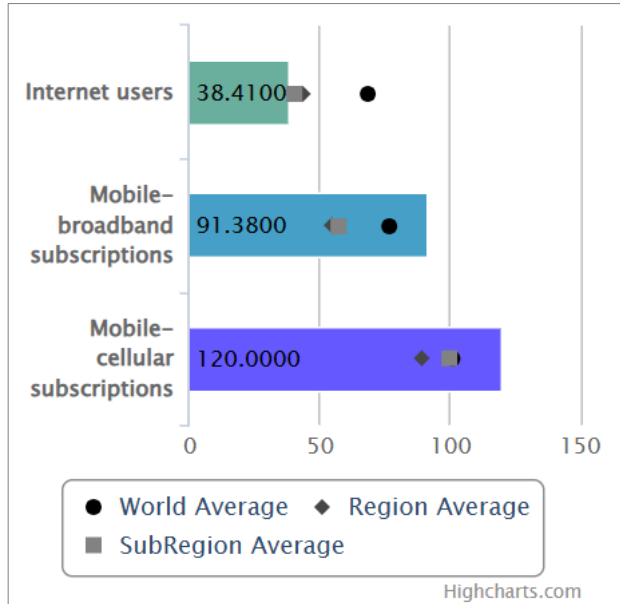
Indice des Infrastructures de Télécommunications (TII) :

En 2024, la valeur du TII de la Côte d'Ivoire est de 0,66926. Le TII montre une croissance significative et constante, passant de 0,02149 en 2003 à sa valeur actuelle. Cette composante a été un moteur puissant de l'amélioration globale de l'EGDI de la Côte d'Ivoire.

Bien que solide, le TII de la Côte d'Ivoire reste inférieur à la Moyenne Mondiale (0,6896) quoique supérieur à la Moyenne Régionale Africaine (0,4534). Les Émirats Arabes Unis sont le leader mondial (1,0000), et la Libye est le leader de la région Afrique (0,9639), le Sénégal étant en tête de la sous-région (0,7329).

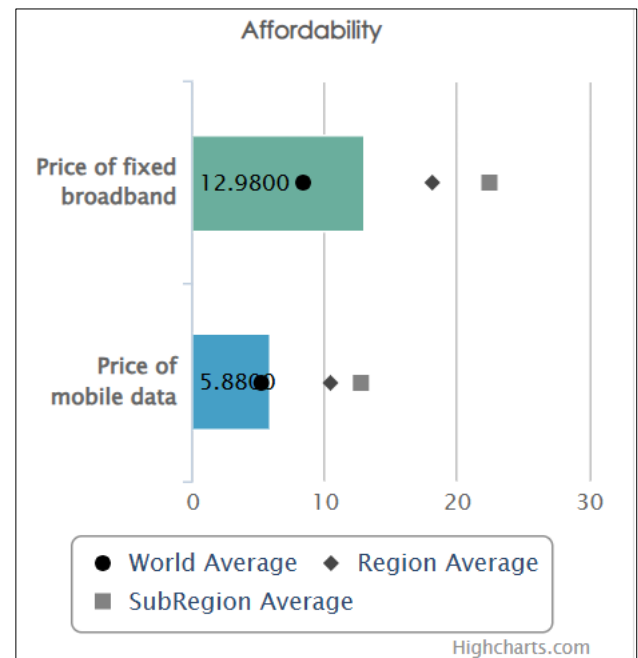


En ce qui concerne les indicateurs TIC plus larges de l'UIT et de la Banque Mondiale, le score de l'Indice de Développement des TIC (IDI) de la Côte d'Ivoire en 2024 est de 65,3, la plaçant au 16e rang parmi les pays africains. L'IDI évalue la connectivité universelle et significative, y compris l'utilisation d'Internet, la pénétration du haut débit mobile, le coût et le taux de possession de téléphones mobiles. La pénétration d'Internet devrait atteindre 67 % en 2025. La couverture du réseau mobile est élevée (98 % pour la 2G, 95 % pour la 3G, 60 % pour la 4G), mais seulement **34 % de la population utilise l'Internet mobile**, et environ **5 % des ménages disposent d'un accès fixe au haut débit**.²



La croissance robuste du TII de la Côte d'Ivoire et sa couverture élevée en réseau mobile ne se traduisent pas pleinement par une utilisation généralisée d'Internet, comme en témoignent le faible taux d'utilisation de l'Internet mobile (34 %) et la pénétration minimale du haut débit fixe (5 %).² Cette disparité significative entre la disponibilité

de l'infrastructure et l'utilisation réelle d'Internet met en évidence un "fossé d'utilisation". Cela suggère que des facteurs au-delà de la simple disponibilité de l'infrastructure limitent l'adoption numérique. Ces facteurs incluent probablement l'abordabilité des services, le manque de compétences numériques (qui affecte le HCI), et une perception d'un manque de contenu et de services en ligne pertinents ou utiles. Bien que l'expansion de l'infrastructure soit cruciale, il est tout aussi vital de s'attaquer à ces obstacles socio-économiques et de capacité humaine pour garantir que la connectivité se traduise par une participation numérique significative et des avantages économiques.

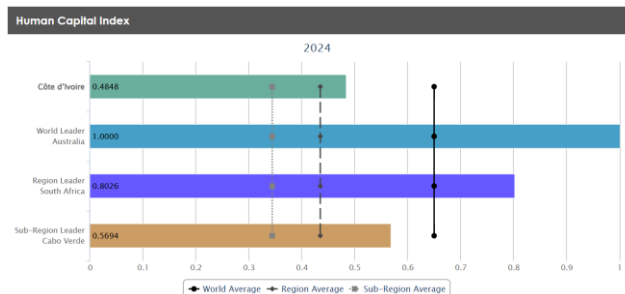


Indice du Capital Humain (HCI) :

En 2024, la valeur du HCI de la Côte d'Ivoire est de 0,48484. Cette tendance est préoccupante, car la valeur du HCI a diminué de 0,57480 en 2022 à 0,48484 en 2024. Cela contraste avec les améliorations des autres composantes et représente un déclin par rapport aux pics antérieurs (par exemple, 0,45400 en 2010, 0,47000 en 2005).

Le HCI de la Côte d'Ivoire est nettement inférieur à la Moyenne Mondiale (0,6496), cependant supérieur à la Moyenne Régionale Africaine (0,4346) et à la Moyenne de la Sous-Région Afrique

de l'Ouest (0,3438). L'Australie est le leader mondial (1,0000), l'Afrique du Sud est le leader de la région Afrique (0,8026), et le Cap-Vert est le leader de la sous-région Afrique de l'Ouest (0,5694).



Le rapport de la Banque Mondiale met en lumière plusieurs aspects du capital humain : la Côte d'Ivoire est confrontée à une inégalité de genre significative, se classant 155e sur 170 pays dans l'Indice d'Inégalité de Genre des Nations Unies en 2021. La valeur de l'Indice de Développement Humain (IDH) pour les femmes (0,516) est inférieure à celle des hommes (0,581).² Un écart numérique notable entre les sexes existe : seulement 77 % des femmes ont accès à un téléphone mobile contre 91 % des hommes, et l'utilisation de l'Internet mobile est de 36,4 % pour les femmes contre 56,6 % pour les hommes. *La Stratégie Nationale de Développement Numérique (SNDN) 2021-2025 ne cible pas spécifiquement les femmes et n'inclut pas d'objectifs quantifiables d'inclusion numérique de genre. Il existe une offre limitée de formation pour le renforcement des compétences numériques, en particulier pour les femmes et les jeunes. Il est prévu que moins de 15 % des ménages pourront se permettre une formation numérique de niveau intermédiaire et hautement spécialisé d'ici 2030. Le pays fait face à des pénuries de compétences dans des domaines critiques comme la cybersécurité.*² Les femmes sont fortement sous-représentées dans le secteur des TIC (24 % d'emplois féminins contre 76 % masculins), en partie à cause des normes sociales discriminatoires et des stéréotypes. Les filles et les femmes continuent d'être en retard par rapport aux garçons et aux hommes en termes de résultats scolaires, avec des taux d'inscription plus faibles dans l'enseignement secondaire et de moins

bonnes performances en mathématiques, ce qui affecte leur choix de filières au lycée.

Le déclin récent du HCI de la Côte d'Ivoire ⁶ est alarmant, surtout compte tenu de son rôle fondamental dans la transformation numérique. Le rapport de la Banque Mondiale fournit des raisons détaillées de ce déclin, pointant des problèmes profondément enracinés : une inégalité de genre généralisée dans l'éducation, l'accès au numérique et l'emploi ², associée à un manque général de formation abordable en compétences numériques et à des lacunes spécifiques en cybersécurité.² Cette convergence de facteurs crée un goulot d'étranglement systémique en matière de capital humain. Sans une main-d'œuvre numériquement alphabétisée et qualifiée, en particulier une main-d'œuvre inclusive pour les femmes et les jeunes, la Côte d'Ivoire aura du mal à tirer pleinement parti de son infrastructure améliorée et à développer des services en ligne sophistiqués. Les disparités de genre ne sont pas seulement des problèmes d'équité sociale, mais aussi des obstacles économiques et de développements importants, car une grande partie de la population est incapable de participer pleinement à l'économie numérique. Aborder ces défis fondamentaux en matière de capital humain est primordial pour un développement durable du gouvernement numérique.

3. Avancées et Forces : Les Progrès Numériques de la Côte d'Ivoire



La Côte d'Ivoire a démontré un engagement louable à long terme envers l'administration en ligne, comme en témoigne la progression constante de sa valeur EGDl sur deux décennies, passant d'un groupe EGDl "faible" à un groupe "élevé".⁶ Cela signifie un effort national soutenu vers la transformation numérique. La croissance robuste et continue de l'Indice des Infrastructures de Télécommunications (TII) met en évidence des investissements et une expansion substantielle dans les infrastructures numériques fondamentales à travers le pays.⁶ Cela inclut les efforts visant à étendre les réseaux à large bande, les installations de fibre optique et la connectivité mobile.¹

L'adoption du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et de la Stratégie Nationale de Développement Numérique (SNDN) 2021-2025 témoigne d'une vision stratégique claire. Ces plans visent à positionner la Côte d'Ivoire comme un pôle numérique en Afrique de l'Ouest, accélérant la transformation numérique à travers sept piliers clés, dont l'infrastructure numérique, les services, les services financiers, les compétences et la cybersécurité.¹ La création du Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique (MICEN) avec des domaines prioritaires définis (inclusion sociale numérique, infrastructures numériques, gouvernance du secteur, cybersécurité) et la mise en place du Comité National de Numérisation de la Côte d'Ivoire (CNDigit) en septembre 2022, soulignent l'engagement du gouvernement à renforcer la coordination et le suivi des projets numériques.²

La Côte d'Ivoire a été reconnue comme l'un des pionniers en Afrique pour la mise en œuvre de

plateformes numériques, avec plusieurs systèmes de back-office et des services gouvernementaux dématérialisés déjà en place. Ce travail de fond constitue une base sur laquelle des services plus intégrés et centrés sur l'utilisateur peuvent être construits. Les collaborations avec des organisations internationales, notamment la Banque Mondiale, ont été cruciales. Le soutien à des initiatives comme le Projet d'Infrastructure de Communications Régionales en Afrique de l'Ouest (WARCIP) améliore la connectivité numérique et l'intégration régionale.¹ De plus, le soutien de la Banque Mondiale a facilité les transferts monétaires numériques à plus de 400 000 ménages pauvres (plus de 2 millions de bénéficiaires), stimulant considérablement l'inclusion financière et numérique, en particulier pour les femmes.³ La pénétration d'Internet devrait atteindre 67 % d'ici 2025, ce qui indique une tendance positive dans l'accès aux ressources numériques pour la population.¹

La Côte d'Ivoire dispose de documents stratégiques impressionnants (SNDN, PND) et de structures institutionnelles (MICEN, CNDigit).¹ Son TII est en forte croissance.⁶ Cependant, l'OSI stagne/diminue et le HCI est en déclin.⁶ Le rapport de la Banque Mondiale identifie explicitement une "approche en silos" dans le développement des plateformes et une "adoption limitée" des services malgré le statut de "pionnier".² Cela suggère un écart critique entre la *formulation de politiques numériques ambitieuses et le déploiement d'infrastructures* d'une part, et *l'implémentation efficace, intégrée et inclusive des services numériques et le développement des capacités humaines* d'autre part. Bien que l'intention et les investissements de base soient présents, l'exécution est confrontée à des défis en matière de coordination, d'interopérabilité et d'adoption par les utilisateurs, empêchant la pleine réalisation des avantages de la transformation numérique à travers tous les piliers de la SNDN. L'"approche en silos" est un facteur causal direct de l'impact limité des efforts pourtant pionniers.

4. Domaines de Retard et Défis Persistants en Matière de Gouvernance Numérique

4.1 Obstacles Fondamentaux et Réglementaires



La législation fondamentale régissant le secteur des télécommunications, notamment la Loi 95-526 du 7 juillet 1995 et l'Ordonnance 2012-293 du 21 mars 2012, est considérée comme obsolète et nécessite une modernisation significative pour refléter les avancées technologiques actuelles et les dynamiques du marché. Des lacunes juridiques persistent malgré des décrets supplémentaires concernant l'interconnexion, le dégroupage de la boucle locale et les licences de télécommunications. Des cadres juridiques et réglementaires plus larges, y compris ceux relatifs à la concurrence, à la protection des consommateurs, aux transactions électroniques, à l'interopérabilité et à l'échange de données, nécessitent également une révision et un renforcement.²

Malgré son rôle de pionnier dans la mise en œuvre de plateformes numériques en Afrique, les services publics numériques et les systèmes de back-office de la Côte d'Ivoire ont été développés de manière fragmentée et en silos. Ce manque d'intégration compromet l'interopérabilité, le partage efficace des données et une gouvernance cohérente entre les entités gouvernementales. Les plateformes existantes fonctionnent comme des unités autonomes plutôt que dans un cadre intégré ou commun.² Le pays manque d'actifs suffisants pour les services numériques partagés et une interopérabilité robuste. L'hébergement des données dépend principalement de centres de données privés, avec une absence notable de centre de données public dédié à l'usage officiel et

administratif, ce qui soulève des préoccupations concernant la souveraineté des données, la sécurité et l'accès efficace pour les opérations gouvernementales.

Bien qu'un écosystème de données ouvertes émerge avec un portail national de données ouvertes, il offre actuellement des données limitées et souvent obsolètes, et souffre d'une faible visibilité. Les initiatives de publication de données sont non coordonnées et fragmentées. L'absence d'un cadre de gouvernance des données complet et d'un environnement de confiance empêche le partage transparent des données, ce qui entraîne une duplication des efforts et des goulots d'étranglement administratifs dans le secteur public. En outre, il y a un manque de formation et de renforcement des capacités tant du côté de l'offre (entités gouvernementales) que de la demande (parties prenantes non gouvernementales).²

Les défis identifiés — lois obsolètes, systèmes en silos, infrastructure de données publiques inadéquate et données ouvertes limitées² — ne sont pas des problèmes isolés, mais des obstacles systémiques interconnectés. Un cadre juridique obsolète (par exemple, pour l'échange de données) contribue directement à la perpétuation des systèmes en silos. Ces systèmes fragmentés, à leur tour, rendent impossible la construction d'une infrastructure de données publiques cohérente ou d'un écosystème de données ouvertes efficace. Cela crée un cercle vicieux où les déficiences juridiques et infrastructurelles se renforcent mutuellement, empêchant le développement d'un gouvernement numérique véritablement intégré, efficace et transparent. L'absence d'un "mécanisme de coordination à l'échelle du gouvernement" exacerbe ces problèmes, entraînant des inefficacités, des duplications d'efforts et, en fin de compte, entravant la prestation de services numériques fluides et centrés sur le citoyen. Il est essentiel de s'attaquer à ces problèmes fondamentaux pour libérer tout le potentiel de la transformation numérique.

4.2 Lacunes en Matière d'Inclusion Numérique et d'Accès



Malgré la numérisation de 66 services intégrés au portail gouvernemental, leur adoption réelle par les citoyens reste limitée. Cela est principalement attribué à une faible sensibilisation du public aux offres de services numériques disponibles et à des incitations insuffisantes pour les citoyens à passer des canaux traditionnels aux canaux numériques. De plus, une faible interopérabilité entre les différentes plateformes numériques gouvernementales restreint la mise en œuvre de services numériques véritablement de bout en bout du point de vue de l'utilisateur, créant des expériences fragmentées.

Bien que la couverture Internet globale se soit améliorée, des portions significatives des populations rurales continuent de souffrir d'un retard en matière d'accès numérique. Le programme du Réseau National à Haut Débit (NBN), qui vise à déployer 7 000 km de fibre optique, est confronté à des difficultés pour recruter un opérateur privé depuis 2014, ce qui freine l'expansion de la connectivité à haut débit dans les régions mal desservies. Malgré une couverture élevée du réseau mobile (98 % pour la 2G, 95 % pour la 3G et 60 % pour la 4G), seulement 34 % de la population utilise activement l'Internet mobile, et à peine 5 % des ménages ont un accès fixe à Internet haut débit. Ce "fossé d'utilisation" indique que la disponibilité n'équivaut pas à l'adoption. Un défi particulièrement notable est la fracture numérique de genre : seulement 77 % des femmes ont accès à un téléphone mobile contre 91 % des hommes, et l'utilisation de l'Internet mobile s'élève à 36,4 % pour les femmes contre 56,6 % pour les hommes. Il est crucial de noter que la Stratégie Nationale de Développement

Numérique (SNDN) 2021-2025 du gouvernement ne cible pas explicitement les femmes et n'inclut pas d'objectifs quantifiables d'inclusion numérique de genre, ce qui pourrait perpétuer ces disparités.

Le "fossé d'utilisation" (forte couverture vs faible utilisation) et la fracture numérique de genre prononcée ne sont pas seulement des problèmes techniques. Le rapport de la Banque Mondiale les relie explicitement à un "faible niveau de sensibilisation", à des "incitations insuffisantes" et à l'absence de "cibles quantifiables d'inclusion numérique de genre" dans les stratégies nationales. Cela indique que le problème est enraciné dans des facteurs socio-économiques, la littératie numérique, l'abordabilité et un manque d'interventions politiques ciblées. Cela implique que l'exclusion numérique en Côte d'Ivoire est un défi multifacette, entraîné par des barrières socio-économiques (par exemple, l'abordabilité, la pertinence, les compétences) et des lacunes politiques (par exemple, le manque de cibles spécifiques au genre). Sans aborder ces problèmes sous-jacents, même des investissements robustes dans les infrastructures ne parviendront pas à atteindre une connectivité universelle et significative. La fracture numérique, en particulier pour les femmes et les populations rurales, entrave non seulement l'équité sociale, mais limite également l'impact économique et de développement plus large de la transformation numérique.

4.3 Faiblesses en Matière de Confiance, de Compétences et d'Écosystème



Bien que la Côte d'Ivoire ait promulgué des lois sur la cybercriminalité et la protection des données, il

est urgent de renforcer leur application et leur mise en œuvre, et de combler les lacunes législatives existantes. Le classement du pays au 75e rang mondial dans l'Indice Mondial de Cybersécurité 2020 de l'UIT indique une marge de progression significative en matière de renforcement des capacités et de mesures de coopération. Il est spécifiquement nécessaire de développer et de généraliser des normes robustes en matière de cybersécurité et de protection des données pour les entités du secteur public et de renforcer les capacités par le biais de programmes systématiques de formation technique et de sensibilisation.

L'offre de programmes de formation visant à renforcer les compétences numériques générales est limitée, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Les projections suggèrent que moins de 15 % des ménages pourront se permettre une formation numérique de niveau intermédiaire et hautement spécialisé d'ici 2030, ce qui met en évidence un obstacle significatif en matière d'abordabilité. En outre, la Côte d'Ivoire est confrontée à des pénuries de compétences critiques dans des domaines spécialisés comme la cybersécurité, ce qui est crucial pour protéger les actifs numériques et favoriser la confiance. Les femmes sont gravement sous-représentées dans le secteur des TIC, ne représentant que 24 % des emplois contre 76 % pour les hommes. Cette disparité est en partie attribuée aux normes sociales discriminatoires et aux stéréotypes concernant les capacités académiques et professionnelles, ce qui limite le vivier de talents pour le développement numérique. Les filles et les femmes sont constamment en retard par rapport aux garçons et aux hommes en termes de résultats scolaires, affichant des taux d'inscription plus faibles dans l'enseignement secondaire et de moins bonnes performances en mathématiques. Ces disparités ont un impact significatif sur leur choix de filières au lycée, limitant finalement leur entrée dans les domaines STEM et la main-d'œuvre numérique.²

Les faiblesses en matière de cybersécurité² ont un impact direct sur la confiance du public dans les services numériques. Cela est aggravé par d'importants déficits de compétences numériques, en particulier chez les femmes et les jeunes, et par la ségrégation professionnelle dans le secteur des TIC. Le manque de personnel qualifié signifie que le pays ne peut pas traiter adéquatement les vulnérabilités en matière de cybersécurité, ce qui conduit à un environnement moins sécurisé. Cette insécurité, à son tour, érode la confiance du public, décourageant l'adoption des services numériques et la participation à l'économie numérique. Les disparités éducatives exacerbent encore le déficit de compétences dès la base, créant un cycle auto-entretenu. Cela révèle un "déficit de confiance" et un "déficit de capital humain" critiques et profondément liés. Sans un environnement numérique sécurisé, les citoyens et les entreprises hésiteront à s'engager pleinement avec le gouvernement numérique. Cette sécurité dépend d'une main-d'œuvre qualifiée, qui fait actuellement défaut en raison des obstacles éducatifs et sociaux. Par conséquent, aborder la cybersécurité, la littératie numérique et l'équité de genre dans l'éducation et l'emploi ne sont pas des défis isolés, mais des conditions préalables fondamentales pour construire un écosystème numérique résilient, fiable et inclusif en Côte d'Ivoire.

5. Comparaison avec les Leaders Mondiaux et Africains en Matière de Gouvernement Numérique

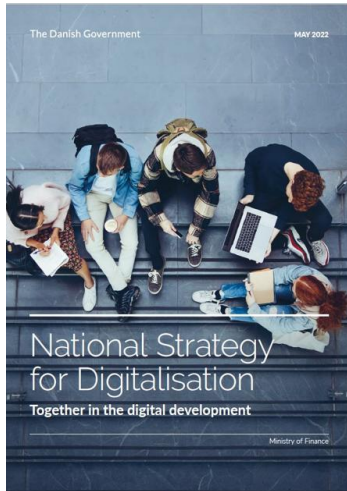
La comparaison avec les pays leaders est essentielle pour identifier les meilleures pratiques, les stratégies innovantes et les cas d'utilisation réussis de pays qui ont atteint des niveaux élevés de maturité numérique ou qui ont efficacement relevé des défis similaires à ceux de la Côte d'Ivoire. Cette comparaison fournit des modèles concrets pour le développement futur.

Tableau 2 : Scores Comparatifs EGD et IDI : Côte d'Ivoire vs. Leaders Référencés (2024)

Pays	EGDI 2024 (Valeur)	EGDI 2024 (Rang Mondial)	OSI 2024 (Valeur)	TII 2024 (Valeur)	HCI 2024 (Valeur)	IDI 2024 (Score)	IDI 2024 (Rang Africain)
Côte d'Ivoire	0.5587	124	0.52194	0.66926	0.48484	65.3	16
Danemark	0.9847	1	0,9992	0,9966	0,9594	97.1	N/A
République de Corée	0.9679	4	1.0000	0,9917	0,9120	94.4	N/A
Émirats Arabes Unis	0.9533	11	0.9160	1.0000	0.9440	97.5	N/A
Australie	0.9577	8	0,9222	0,9509	1.0000	95.1	N/A
Afrique du Sud	0.8616	40	0,8872	0,8951	0.8026	83.6	5
Libye	0.5466	125	0,0808	0.9639	0,5951	88.1	1
Maroc	0.6841	90	0,5618	0,8827	0,6078	86.8	2
Source: UN E-Government Survey ⁶ , ITU ICT Development Index ⁸							

5.1 Exemples de succès Mondiaux

Danemark

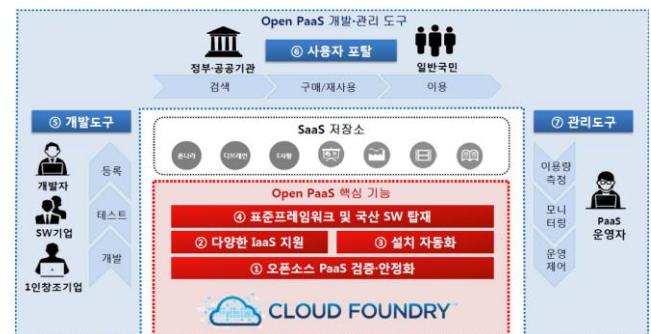


Le Danemark est le leader mondial de l'EGDI avec un score de 0,9847 en 2024.⁶ La Stratégie Nationale de Numérisation du Danemark (mai 2022) s'appuie sur 46 recommandations, mettant l'accent sur une large collaboration entre

les secteurs public, privé et la société civile.¹¹ Ses neuf visions incluent le renforcement de la cybersécurité, des services cohérents pour les citoyens et les entreprises, une amélioration du bien-être grâce aux nouvelles technologies, la croissance des PME numériques, un futur numérique pour les soins de santé, la transition verte, des fondations numériques éthiques, un leadership international en matière de numérisation et une population prête pour un avenir numérique.¹¹ La Stratégie Numérique Conjointe du Gouvernement (2022-2025) aborde spécifiquement l'inclusion numérique, les pénuries de main-d'œuvre et l'atténuation du changement climatique. Elle introduit des solutions innovantes telles qu'un composant d'infrastructure permettant aux utilisateurs d'accorder et de révoquer des autorisations aux autorités pour utiliser leurs données personnalisées, et des procurations numériques permettant aux individus d'autoriser des proches à gérer leurs interactions numériques avec le secteur public. Le classement constant du Danemark en tête de l'EGDI⁶ n'est pas le fruit du hasard. Sa stratégie¹¹ met explicitement l'accent sur un "service cohérent pour les personnes et les entreprises" et sur la garantie d'une "population prête pour un avenir numérique" avec une forte emphase sur l'"inclusion numérique". Les initiatives spécifiques telles que les autorisations d'utilisation des données par les utilisateurs et les procurations numériques démontrent un

engagement profond envers l'autonomisation des citoyens et l'accessibilité, en particulier pour les groupes vulnérables. *Le succès du Danemark offre un modèle à la Côte d'Ivoire pour aller au-delà de la simple numérisation vers un gouvernement numérique véritablement holistique et inclusif.* Son accent sur le contrôle des données personnelles par l'utilisateur et les mécanismes d'interaction numérique assistée répondent directement aux défis de la Côte d'Ivoire en matière d'adoption limitée des services, de littératie numérique et de fracture numérique de genre, en favorisant la confiance et en garantissant que personne n'est laissé pour compte dans la transition numérique.

République de Corée



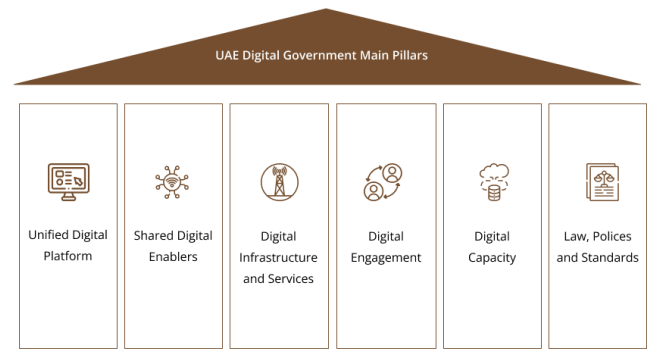
La République de Corée est le leader mondial de l'Indice des Services en Ligne (OSI) avec un score parfait de 1,000 en 2024.⁶ Le Plan Directeur du Gouvernement Numérique de la Corée du Sud 2021-2025 priorise la conception et la prestation de services intelligents, une administration publique axée sur les données et la construction d'une infrastructure numérique inclusive.¹³ Les initiatives clés et les meilleures pratiques comprennent :

- **Chatbots basés sur l'IA** : Les citoyens peuvent demander des informations et des notifications aux agences gouvernementales via des applications de messagerie ou des assistants vocaux basés sur l'IA, réduisant ainsi le besoin de visiter les portails physiques.¹⁴
- **Identité Mobile** : Des plans sont en cours pour étendre les identités mobiles au-delà des fonctionnaires pour inclure les permis de conduire, permettant aux citoyens d'utiliser

des identités numériques pour les services gouvernementaux au lieu de cartes physiques.¹⁴

- **Document et Portefeuille Numériques :** Les citoyens peuvent stocker et vérifier en toute sécurité les certificats numériques délivrés par le gouvernement dans un "Portefeuille Numérique" sur leurs téléphones, éliminant ainsi le besoin d'impressions physiques et de soumissions.¹⁴
- **Initiative "My Data" :** Permet aux citoyens de gérer directement leurs informations personnelles détenues par les agences gouvernementales, en choisissant les données essentielles à partager pour les services, renforçant ainsi la souveraineté des données.¹⁴ Le classement élevé de la Corée du Sud en matière d'OSI ⁶ est directement attribuable à son orientation stratégique vers la conception centrée sur l'utilisateur et l'administration axée sur les données, comme détaillé dans ses initiatives.¹³ Le déploiement de chatbots IA, d'identités mobiles, de portefeuilles numériques et de l'initiative "My Data" vise à simplifier, personnaliser et sécuriser les interactions des citoyens avec les services gouvernementaux, tout en donnant aux citoyens le contrôle de leurs données. Cela offre un plan clair à la Côte d'Ivoire pour surmonter ses défis d'adoption limitée des services en ligne et de plateformes en silos. *En adoptant une approche similaire centrée sur l'utilisateur qui privilégie la commodité, la personnalisation et la souveraineté des données, la Côte d'Ivoire peut améliorer considérablement l'attractivité et l'efficacité de ses services numériques, favorisant ainsi un engagement et une confiance accrus des citoyens.*

Émirats Arabes Unis (EAU)



Les Émirats Arabes Unis sont le leader mondial de l'Indice des Infrastructures de Télécommunications (TII) avec un score parfait de 1,000 en 2024.⁶ Ils se classent également au 11e rang mondial de l'EGDI des Nations Unies en 2024.¹⁰ La Stratégie de Gouvernement Numérique 2025 des EAU vise à établir un écosystème numérique entièrement intégré, efficace et centré sur l'utilisateur. Ses cinq piliers clés comprennent des capacités numériques améliorées, l'engagement des citoyens, des systèmes intégrés, une prise de décision basée sur les données et une législation prête pour l'avenir.¹⁰ Les initiatives clés incluent :

- **Initiative "Zéro Bureaucratie Gouvernementale" (ZGB) :** Introduite en 2023, elle vise à réduire des millions d'heures de travail et de redondances procédurales. Un exemple est le "Forfait Emploi" (Work Bundle), qui simplifie les services liés aux permis de travail, à la résidence, aux examens médicaux et à la prise d'empreintes digitales, passant de 12 étapes à une ou deux seulement.¹⁰
- **Gouvernement Propulsé par l'IA :** L'ambition est de créer le premier gouvernement entièrement natif de l'IA au monde d'ici 2027, soutenu par un investissement de 3,54 milliards de dollars dans l'infrastructure numérique.¹⁵ Cela comprend le déploiement de plus de 200 solutions basées sur l'IA pour améliorer la prestation des services publics.¹⁵
- **Plateformes Unifiées et Identité Numérique :** Des projets comme U-Ask (chatbot basé sur l'IA), FedNet (infrastructure

numérique unifiée) et UAE PASS (plateforme nationale d'identité numérique) illustrent leur accent sur les services intégrés et accessibles.¹⁰ L'application TAMM 3.0 d'Abu Dhabi, un guichet unique pour les services gouvernementaux, a réduit de 90 % les visites physiques des clients.¹⁵

L'ascension rapide des EAU dans le gouvernement numérique est propulsée par une vision extrêmement ambitieuse, incluant l'objectif de devenir le "premier gouvernement au monde entièrement natif de l'IA".¹⁵ Leur initiative "Zéro Bureaucratie Gouvernementale"¹⁰ s'attaque directement à un point de friction courant pour les citoyens et les entreprises. Cette approche proactive de rationalisation des processus par des moyens numériques, associée à des investissements massifs dans les infrastructures, est un facteur de différenciation clé. Les EAU offrent un modèle convaincant à la Côte d'Ivoire pour s'attaquer à son cadre réglementaire obsolète et à ses services en silos. *En adoptant une approche tout aussi ambitieuse et descendante de la transformation numérique, axée sur la simplification radicale des procédures administratives et l'intégration des services via une identité numérique nationale robuste, la Côte d'Ivoire peut améliorer considérablement son efficacité, sa transparence et son attractivité pour les citoyens et les entreprises.*

Australie



L'Australie est le leader mondial de l'Indice du Capital Humain (HCI) avec un score parfait de 1,0000 en 2024.⁶ La Stratégie de Gouvernement des

Données et du Numérique de l'Australie guide ses initiatives de transformation.¹⁶ Un exemple clé est l'initiative **Services Australia : La technologie Passkey renforce la sécurité de myGov**. Ce projet de niveau 3, avec un investissement numérique de 3,3 millions de dollars, a mis en place des identifiants de connexion résistants au phishing

pour les comptes myGov en juin 2024. Les utilisateurs peuvent désormais désactiver leur mot de passe et utiliser une identité numérique ou une clé d'accès à la place, rendant les comptes résistants aux attaques de phishing car les clés d'accès sont spécifiques au site. Cette initiative est l'un des premiers services gouvernementaux numériques au monde à implémenter les clés d'accès. Son succès a été favorisé par des études de marché sociales, l'adhésion à des normes d'authentification ouvertes et de pointe, une conception centrée sur l'utilisateur et des tests itératifs.¹⁷ En décembre 2024, plus de 500 000 utilisateurs avaient une clé d'accès et plus de 200 000 avaient désactivé leur mot de passe.¹⁷ Le leadership de l'Australie en matière de HCI⁶ est fortement lié à son objectif de renforcer la confiance du public dans le gouvernement numérique. L'initiative myGov passkey¹⁷ s'attaque directement aux préoccupations en matière de cybersécurité, qui constituent un obstacle à l'adoption numérique en Côte d'Ivoire.² L'accent mis sur la conception centrée sur l'utilisateur et la compréhension des attitudes des utilisateurs¹⁷ met en évidence une corrélation directe entre la sécurité, la convivialité et l'engagement du capital humain. Cela démontre qu'investir dans des fonctionnalités de sécurité robustes et conviviales est primordial pour favoriser la confiance et accroître la littératie et l'adoption numériques. *Pour la Côte d'Ivoire, qui est confrontée à des cadres de cybersécurité naissants et à des compétences numériques limitées, l'approche de l'Australie offre une leçon précieuse : la priorisation de solutions d'identité numérique sécurisées et intuitives peut considérablement renforcer la confiance des citoyens et stimuler l'adoption des services en ligne, améliorant ainsi l'engagement global du capital humain avec le gouvernement numérique.*

5.2 Pionniers Africains

Afrique du Sud



L'Afrique du Sud est le leader de la région Afrique en matière d'EGDI (0,8616) et de HCI (0,8026) en 2024.⁶ Notamment, l'Afrique du Sud est passée au 40e rang mondial de l'EGDI en 2024, un bond significatif par rapport à la 65e place en 2022, dépassant Maurice et la Tunisie.¹⁸ La Feuille de Route pour la Transformation Numérique du Gouvernement d'Afrique du Sud adopte une vision "à l'échelle du gouvernement", tirant parti de l'Infrastructure Publique Numérique (DPI) pour améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la qualité des services.¹⁹ Elle se concentre sur quatre initiatives clés :

- **Identité Numérique Fonctionnelle** : Accélération du déploiement de la Smart ID et introduction d'une identité numérique fonctionnelle avec un portefeuille de titres numériques vérifiés pour un accès sécurisé et à distance aux services.¹⁹
- **Échange de Données** : Création d'un échange de données en temps réel entre les départements gouvernementaux pour éliminer les demandes d'informations redondantes des citoyens.¹⁹
- **Paiements Numériques** : Modernisation des systèmes de paiement pour des transactions sécurisées, précises et en temps réel, y compris un système de paiement de bout en bout du gouvernement vers les personnes (G2P).¹⁹
- **Canaux Numériques Fiables** : Consolidation des sites web gouvernementaux fragmentés en une seule plateforme unique et sans frais

(MyMzansi) pour toutes les informations et services gouvernementaux.¹⁹

- **Mise en Œuvre Échelonnée** : La phase 1 (2025-2027) priorise la numérisation de la protection sociale, liant les bénéficiaires de subventions aux emplois, à la formation et aux opportunités de subsistance durable.¹⁹

Parmi les exemples de succès, le système de déclaration fiscale électronique (e-filing) du Service des Recettes d'Afrique du Sud (SARS) a rationalisé les processus fiscaux et amélioré la perception des recettes. L'Agence Sud-Africaine de Sécurité Sociale (SASSA) effectue plus de 95 % des versements de subventions par voie électronique via des cartes de débit, améliorant la sécurité et la commodité pour les bénéficiaires.

Le leadership de l'Afrique du Sud en matière d'EGDI et de HCI en Afrique⁶ est le résultat d'une feuille de route de transformation numérique "à l'échelle du gouvernement" qui intègre explicitement **l'Infrastructure Publique Numérique (DPI)**.²⁴ La priorisation stratégique de la numérisation de la protection sociale démontre un engagement à fournir des avantages tangibles aux populations vulnérables, comme en témoignent la déclaration fiscale électronique du SARS et les paiements numériques de la SASSA.¹⁸ Cela offre un modèle très pertinent pour la Côte d'Ivoire, qui est également confrontée à d'importants défis en matière d'inclusion numérique et d'équité sociale. *En adoptant une approche intégrée similaire, centrée sur la DPI, et en priorisant les services sociaux à fort impact, la Côte d'Ivoire peut non seulement améliorer l'efficacité et réduire la bureaucratie, mais aussi s'attaquer directement au "fossé d'utilisation" et promouvoir l'inclusion numérique pour ses citoyens les plus vulnérables, tirant parti de la transformation numérique pour un développement socio-économique plus large.*

Libye



La Libye est le leader de la région Afrique en matière d'Indice des Infrastructures de Télécommunications (TII) avec un score de 0,9639 en 2024. Elle est également en tête du continent africain dans l'Indice de Développement des TIC (IDI) de l'UIT avec 88,1 points.⁸ L'Autorité Générale de l'Information de la Libye développe une stratégie nationale de transformation numérique axée sur la gouvernance électronique, l'inclusion financière et la cybersécurité. Le projet E-nable, financé par l'UE, soutient sa transition économique par l'innovation numérique.²⁰ Des progrès significatifs ont été réalisés dans l'expansion de l'accès à Internet, avec 14,6 millions de connexions mobiles et 6,4 millions d'utilisateurs de médias sociaux en 2025.

Malgré une infrastructure solide, la Libye est confrontée à des inefficacités du secteur public et à la corruption, se classant mal dans l'EGDI des Nations Unies (169e en 2022).²¹ Les principaux défis incluent le développement d'infrastructures inadéquates (en particulier l'accès au haut débit en zone rurale), des cadres réglementaires bureaucratiques, un manque de talents et de compétences, et une cybersécurité/protection des données faible.

La Libye présente un contraste frappant : elle est un leader africain en matière de TII et d'IDI, ce qui indique une forte infrastructure de télécommunications et une bonne connectivité⁶, mais elle se classe très bas dans l'EGDI global.²¹ Cette contradiction souligne qu'une infrastructure robuste seule ne suffit pas pour un développement complet du gouvernement numérique. L'expérience de la Libye sert de mise en garde cruciale pour la Côte d'Ivoire. Bien que le TII de la Côte d'Ivoire soit fort et en croissance, la Libye

démontre que sans des améliorations correspondantes en matière de gouvernance, de cadres réglementaires, de littératie numérique et de lutte contre les inefficacités du secteur public, une infrastructure solide ne se traduit pas automatiquement par une administration en ligne efficace ou un capital humain amélioré. *La Côte d'Ivoire doit s'assurer que sa croissance impressionnante du TII est stratégiquement associée à des efforts ciblés pour améliorer son OSI et son HCI, en tirant les leçons des défis de la Libye à traduire la connectivité en un succès plus large du gouvernement numérique.*

Maroc



Le Maroc se classe 2e en Afrique dans l'Indice de Développement des TIC (IDI) de l'UIT avec 86,8 points.⁸ La stratégie Maroc Numérique 2030 est très ambitieuse, visant une augmentation de 10 % du PIB d'ici 2030, la création de 240 000 emplois et la formation de 100 000 jeunes par an aux compétences numériques.²² Elle priorise la numérisation des services gouvernementaux via un **Portail Unifié des Services Administratifs**, avec un objectif à long terme de placer le Maroc parmi les 50 premières nations technologiques mondiales dans l'Indice des Services en Ligne des Nations Unies.²²

Les technologies émergentes, telles que la blockchain, jouent un rôle central, étant adoptées pour améliorer la transparence et l'efficacité des services publics, avec des essais déjà en cours dans des secteurs privés comme la santé et la finance. Le pays développe également rapidement l'utilisation de l'Intelligence Artificielle (IA), en introduisant dans son système judiciaire, en lançant des systèmes d'apprentissage universitaire basés sur l'IA et en formant plus de 1000 PME à l'adoption de l'IA.

La stratégie du Maroc²² se caractérise par la fixation d'objectifs clairs, quantifiables et ambitieux (par exemple, le top 50 de l'OSI, 70 % de couverture 5G, création d'emplois) et une adoption

proactive des technologies émergentes comme l'IA et la Blockchain dans des secteurs publics critiques. Cette approche prospective contraste avec les défis de la Côte d'Ivoire en matière d'adoption des services et de systèmes en silos. *Le Maroc fournit un excellent point de comparaison pour la Côte d'Ivoire sur la manière de fixer et de poursuivre des objectifs ambitieux en matière de gouvernement numérique. Son engagement envers un "Portail Unifié des Services Administratifs" répond directement aux services en silos de la Côte d'Ivoire, tandis que son adoption stratégique de l'IA et de la Blockchain démontre comment les technologies émergentes peuvent être utilisées pour améliorer la transparence, l'efficacité et la qualité globale des services publics. Cette position proactive en matière de technologie et la fixation d'objectifs clairs peuvent inspirer les efforts de la Côte d'Ivoire pour améliorer son OSI et sa performance globale en matière de gouvernement numérique.*

6. Recommandations Stratégiques pour Améliorer la Performance du Gouvernement Numérique de la Côte d'Ivoire

Sur la base de l'analyse de la performance de la Côte d'Ivoire, des défis identifiés et des leçons tirées des leaders mondiaux et africains, les recommandations stratégiques suivantes sont proposées :

6.1 Renforcer l'Infrastructure Numérique Fondamentale et la Gouvernance



Modernisation et Harmonisation Réglementaires :

- **Recommandation :** Mettre à jour de manière urgente la législation obsolète en matière de télécommunications (Loi 95-526 de juillet 1995) et réviser et renforcer de manière exhaustive les lois régissant la concurrence, la protection des consommateurs, les transactions électroniques, l'interopérabilité et l'échange de données.² Cela inclut la résolution des lacunes juridiques et la garantie d'un cadre juridique robuste qui soutient les pratiques numériques modernes.
- **Pertinence :** Un environnement réglementaire moderne et cohérent est fondamental pour favoriser la croissance numérique, attirer les investissements, assurer une concurrence équitable et protéger les citoyens et les entreprises dans l'espace numérique. Il répond directement au défi du "cadre réglementaire obsolète".²

Mise en Place de Cadres d'Interopérabilité et de Plateformes Numériques Partagées :

- **Recommandation :** Développer et mettre en œuvre des cadres complets de normalisation et d'interopérabilité pour intégrer les systèmes gouvernementaux actuellement fragmentés et en silos de la Côte d'Ivoire. Cela devrait inclure la conception d'un modèle d'interopérabilité clair avec des cadres de gouvernance des données robustes, des spécifications techniques et la numérisation des registres de données clés. Renforcer les

plateformes gouvernementales partagées existantes (par exemple, la signature électronique) et construire une couche d'authentification unifiée, en tirant parti des initiatives d'identité numérique existantes (comme WURI et CMU).²

- **Pertinence** : Cela s'attaque directement aux défis du "développement de plateformes numériques en silos" et de la "faible adoption des services publics numériques" ² en permettant une prestation de services numériques de bout en bout, en réduisant les charges administratives et en améliorant le partage des données entre les agences.

Investissement dans une Infrastructure de Données Publiques Dédiée :

- **Recommandation** : Prioriser l'investissement et la mise en place d'un centre de données public dédié et sécurisé pour l'usage officiel et administratif. Cela réduira la dépendance vis-à-vis des centres de données privés et améliorera la souveraineté et la sécurité des données pour les informations gouvernementales critiques.²
- **Pertinence** : Une infrastructure de données publiques robuste est essentielle pour un hébergement sécurisé des données, un échange de données efficace et la durabilité à long terme des services gouvernementaux numériques. Elle sous-tend la capacité à mettre en œuvre des politiques basées sur les données et à protéger les informations sensibles des citoyens.

Cas d'Usage : Mise en Œuvre d'un Système d'Identité Numérique Unifié pour des Services Publics Fluides.

- **Description** : S'inspirant de l'Identité Mobile de la Corée du Sud ¹⁴, de l'UAE PASS des Émirats Arabes Unis ¹⁰ et de l'initiative d'Identité Numérique Fonctionnelle de l'Afrique du Sud ¹⁹, la Côte d'Ivoire peut développer et déployer un système national d'identité numérique. Ce système servirait de

titre numérique unique et sécurisé pour les citoyens, leur permettant de vérifier leur identité en ligne, d'accéder à un large éventail de services gouvernementaux (par exemple, demander des actes de naissance, déposer des déclarations fiscales, enregistrer des entreprises, accéder aux prestations sociales) via un portail unifié, et de gérer les autorisations pour les autorités d'utiliser leurs données personnalisées (comme au Danemark ¹¹).

- **Impact** : Cela réduit considérablement la bureaucratie et le besoin de documents physiques, améliore le partage et la précision des données entre les agences gouvernementales, renforce la cybersécurité et augmente significativement la confiance des citoyens et l'adoption des services en ligne en offrant un point d'accès unique, pratique et sécurisé.

6.2 Comblar la Fracture Numérique et Favoriser l'Accès Inclusif



Extension Ciblée de la Connectivité Rurale :

- **Recommandation** : Mettre en œuvre des stratégies pour étendre la connectivité à large bande dans les zones rurales et reculées où l'intérêt du secteur privé est insuffisant. Cela pourrait impliquer des mécanismes de financement public, tels que des "mécanismes d'enchères inversées" pour les opérateurs de télécommunications, afin d'inciter au déploiement. S'assurer que les infrastructures nouvellement déployées sont conformes aux normes de qualité pour la

réponse aux catastrophes et l'atténuation du changement climatique (par exemple, les normes TIC Vertes de l'UIT, ISO 14000), facilitant les informations climatiques en temps réel et les contacts d'urgence (VIGICLIMM).²

- **Pertinence** : Cela s'attaque directement au défi de la "connectivité limitée dans les zones rurales et reculées" ², garantissant un accès équitable aux opportunités et services numériques pour tous les citoyens, ce qui est crucial pour réduire les disparités régionales.³

Campagnes Complètes de Littératie Numérique :

- **Recommandation** : Lancer de vastes campagnes de littératie numérique, dispensées dans les langues locales, combinant des interactions en face à face dans les centres de services publics numériques communautaires avec une diffusion multimédia et sur les médias sociaux. Le contenu doit être adapté pour être pertinent et accessible, avec une attention particulière aux besoins et aux intérêts des femmes et des personnes handicapées.²
- **Pertinence** : Cela s'attaque directement à la "faible adoption des services publics numériques" et au "fossé d'utilisation" ² en dotant les citoyens des compétences et de la confiance nécessaires pour utiliser les outils numériques, améliorant ainsi le capital humain et stimulant l'adoption.

Prise en Compte Proactive de la Fracture Numérique de Genre :

- **Recommandation** : Intégrer des objectifs quantifiables d'inclusion numérique de genre dans la Stratégie Nationale de Développement Numérique (SNDN) 2021-2025. Mettre en œuvre des programmes spécifiques pour accroître la participation des femmes à l'entrepreneuriat numérique et à l'emploi dans les TIC, en abordant les réseaux sociaux, les opportunités de mentorat, l'exposition précoce à l'éducation

numérique et les compétences socio-émotionnelles.²

- **Pertinence** : Cela est crucial pour inverser le déclin préoccupant de l'Indice du Capital Humain ⁶ et pour s'attaquer à la "fracture numérique de genre" significative et à la "ségrégation professionnelle dans le secteur des TIC".² L'autonomisation numérique des femmes libère un vaste potentiel inexploité de croissance économique et de développement social.

Cas d'Usage : Établissement de Pôles Numériques Communautaires avec Formation Ciblée pour les Femmes et les Jeunes.

- **Description** : S'inspirant de la nécessité de combler la fracture numérique et de remédier aux lacunes en matière de compétences ², la Côte d'Ivoire peut établir un réseau de pôles numériques communautaires accessibles, en particulier dans les zones rurales et les zones urbaines mal desservies. Ces pôles offriraient un accès gratuit ou à faible coût à Internet, dispenseraient des cours de littératie numérique de base axés sur l'utilisation des services gouvernementaux en ligne, les pratiques Internet sécurisées et les services financiers numériques. De manière cruciale, ils offriraient des programmes de formation spécialisés et pratiques pour les femmes et les jeunes dans les compétences numériques très demandées (par exemple, codage de base, marketing numérique, fondamentaux de la cybersécurité), en tirant potentiellement parti de partenariats avec des organisations comme Smart Africa Digital Academy (SADA) et en rénovant les salles de classe.² Ces pôles pourraient également servir de points d'assistance pour les transferts monétaires numériques, en s'appuyant sur les programmes existants soutenus par la Banque Mondiale.³
- **Impact** : Augmente directement l'inclusion numérique, réduit le "fossé d'utilisation", favorise la littératie numérique, autonomise les populations vulnérables avec des compétences employables et stimule les

économies numériques locales, contribuant de manière significative au HCI.

6.3 Construire un Écosystème Numérique Sécurisé et Axé sur les Données



Renforcement du Cadre et de l'Application de la Cybersécurité :

- **Recommandation** : Intensifier les efforts pour renforcer l'application et la mise en œuvre des lois existantes sur la cybercriminalité et la protection des données, tout en identifiant et en comblant activement les lacunes législatives restantes. Développer et généraliser rigoureusement des normes complètes de cybersécurité et de protection des données dans toutes les entités du secteur public.²
- **Pertinence** : Une posture de cybersécurité robuste est fondamentale pour établir et maintenir la confiance du public dans les services gouvernementaux numériques, protéger les données sensibles des citoyens et favoriser un environnement sécurisé pour les transactions et l'innovation numériques. Cela s'attaque directement au défi du "cadre de cybersécurité naissant".²

Renforcement Systématique des Capacités en Cybersécurité :

- **Recommandation** : Mettre en œuvre des programmes systématiques et continus de formation technique et de sensibilisation à la cybersécurité pour les employés du secteur public et le grand public. Prioriser la formation ciblée en cybersécurité pour les groupes défavorisés (femmes, jeunes) et les

professionnels, dispensée par des institutions nationales comme l'ESATIC et la FJN.²

- **Pertinence** : Cela s'attaque directement aux "pénuries de compétences dans des domaines critiques comme la cybersécurité"² et améliore le capital humain global, ce qui est crucial pour se défendre contre les cybermenaces et soutenir les opérations gouvernementales numériques.

Amélioration de l'Écosystème des Données Ouvertes :

- **Recommandation** : Établir un cadre de gouvernance des données clair et complet, y compris des politiques de licence, des normes de données et un inventaire centralisé des ensembles de données gouvernementaux. Nommer des "gardiens de données" au sein des ministères pour gérer la publication des données. Mener des campagnes de formation et de sensibilisation régulières pour les fonctionnaires sur les principes et les pratiques des données ouvertes. Soutenir les initiatives gouvernementales de données ouvertes, telles que les hackathons, pour encourager l'utilisation et l'innovation des données. Mettre en œuvre un système robuste pour gérer et répondre aux demandes d'accès aux données.²
- **Pertinence** : Cela s'attaque directement à la "disponibilité et à l'utilisation limitées des données ouvertes" et à l'absence d'un "cadre de gouvernance des données".² Un écosystème de données ouvertes florissant améliore la transparence, facilite l'élaboration de politiques fondées sur des preuves (par exemple, pour la résilience climatique) et stimule l'innovation du secteur privé.

Cas d'Usage : Développement d'une Plateforme Nationale de Données Climatiques pour une Prise de Décision Éclairée.

- **Description** : En tirant parti de la recommandation d'un écosystème de données ouvertes amélioré et du soutien de la Banque Mondiale aux plateformes de données climatiques ², la Côte d'Ivoire peut développer une plateforme centralisée et accessible au public pour les données climatiques. Cette plateforme agrégerait des données en temps réel et historiques liées au climat (par exemple, les régimes de précipitations, la température, les risques d'inondation, les rendements agricoles) provenant de diverses agences gouvernementales (par exemple, le ministère de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Gestion des Catastrophes). La plateforme serait conçue pour être conviviale, fournissant des données dans des formats accessibles aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux agriculteurs et aux entreprises. Elle pourrait s'intégrer aux systèmes d'alerte précoce comme VIGICLIMM.²
- **Impact** : Permet l'élaboration de politiques fondées sur des preuves pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, soutient la planification agricole et la sécurité alimentaire, facilite la préparation et la réponse aux catastrophes, et favorise l'innovation dans les solutions de technologie climatique en fournissant des données critiques aux startups et aux chercheurs.

6.4 Promouvoir l'Innovation et les Partenariats Stratégiques



Adoption Stratégique des Technologies Émergentes :

- **Recommandation** : Explorer activement, piloter et intégrer stratégiquement les technologies émergentes telles que l'Intelligence Artificielle (IA) et la Blockchain dans la prestation des services publics et les opérations gouvernementales. S'inspirer de la mise en œuvre réussie de l'IA par le Maroc dans son système judiciaire et ses portails administratifs unifiés, ainsi que de la vision ambitieuse des Émirats Arabes Unis pour un gouvernement natif de l'IA.¹⁵
- **Pertinence** : L'exploitation de ces technologies peut améliorer considérablement l'efficacité, la transparence et la personnalisation des services publics, stimulant l'innovation et permettant de sauter des étapes de développement traditionnelles.

Favoriser des Partenariats Public-Privé (PPP) Robustes :

- **Recommandation** : Encourager et faciliter activement la collaboration avec le secteur privé pour les programmes de développement des compétences numériques, le déploiement d'infrastructures à large bande (en particulier dans les zones difficiles) et la co-crédation de services numériques innovants. S'inspirer du modèle de collaboration étendue du Danemark ¹¹ et de l'écosystème numérique inclusif de la Corée du Sud.¹⁴
- **Pertinence** : Les PPP peuvent apporter l'expertise, le financement et l'agilité qui complètent les efforts du secteur public, accélérant la transformation numérique et assurant la durabilité.

Renforcement de la Coordination à l'Échelle du Gouvernement :

- **Recommandation** : Opérationnaliser pleinement le Comité National de Numérisation de la Côte d'Ivoire (CNDigit) pour assurer une coordination, une cohérence et un suivi robustes et à l'échelle du gouvernement de tous les projets

numériques prioritaires. Cela est crucial pour surmonter "l'absence d'un mécanisme de coordination à l'échelle du gouvernement" et "l'approche en silos" identifiées comme des défis majeurs.²

- **Pertinence** : Une coordination efficace est essentielle pour éviter les doublons, assurer l'interopérabilité et aligner les initiatives numériques sur les objectifs de développement nationaux, maximisant ainsi l'impact et l'efficacité des ressources.

Cas d'Usage : Déploiement de Chatbots Basés sur l'IA pour un Support et une Information Citoyens 24h/24 et 7j/7.

- **Description** : Suivant les exemples réussis des chatbots basés sur l'IA de la Corée du Sud¹⁴ et de U-Ask des Émirats Arabes Unis¹⁰, la Côte d'Ivoire peut implémenter des chatbots basés sur l'IA sur son portail gouvernemental national (par exemple, le futur Portail Unifié des Services Administratifs) et les sites web des ministères clés. Ces chatbots fourniraient des réponses instantanées et basées sur le langage naturel aux questions courantes des citoyens, guideraient les utilisateurs dans les demandes de services en ligne, offriraient des mises à jour en temps réel sur l'état des services et fourniraient des notifications personnalisées. Ils peuvent être accessibles via différents canaux, y compris les applications de messagerie et les assistants vocaux.
- **Impact** : Améliore considérablement l'expérience citoyenne en offrant un accès 24h/24 et 7j/7 à l'information et au support, réduit la charge sur les centres d'appels humains, améliore l'efficacité de la prestation des services publics et accroît l'accessibilité de l'information gouvernementale, en particulier pour les personnes ayant une littératie numérique limitée ou dans les zones reculées.

6.5 Renforcer la Collaboration avec la Société Civile pour une Transformation Inclusive

- **Recommandation** : Établir des mécanismes structurés et durables de collaboration entre l'État et les Organisations de la Société Civile (OSC) à toutes les étapes de la transformation numérique, de la conception à l'évaluation des services. Les OSC, par leur proximité avec les communautés et leur expertise de terrain, sont des partenaires essentiels pour garantir l'inclusion numérique et l'adoption des services.
- **Pertinence** : Cette collaboration permet de mieux comprendre les besoins réels des citoyens, d'adapter les services numériques aux contextes locaux, d'accroître la sensibilisation et la confiance, et de combler le fossé entre l'offre et la demande de services numériques, en particulier pour les populations vulnérables et marginalisées.
- **Cas d'Usage** : Mettre en place des "Labs d'Innovation Citoyenne" ou des "Comités Consultatifs Numériques Locaux" qui incluent des représentants de l'État, des OSC, des citoyens et du secteur privé. Ces plateformes permettraient la co-crédation de services numériques adaptés aux besoins spécifiques des communautés (ex : applications mobiles pour l'accès aux marchés agricoles, informations sanitaires, micro-crédit pour les femmes rurales, inspirées des succès des transferts monétaires numériques). Les OSC pourraient également être formées et mandatées comme points de contact locaux pour l'assistance numérique, la collecte de retours d'expérience et la promotion de l'utilisation des services gouvernementaux en ligne.

CONCLUSION

7. Conclusion : Tracer un Avenir Numérique Résilient et Inclusif pour la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a réalisé des progrès significatifs dans le domaine du gouvernement numérique, en particulier dans le développement de ses infrastructures de télécommunication. Son ascension constante dans la valeur de l'EGDI sur deux décennies témoigne d'un engagement national soutenu. Cependant, l'analyse révèle des domaines critiques nécessitant une attention particulière : ***l'amélioration de la qualité et de l'adoption des services en ligne, le redressement de l'indice de capital humain en déclin, la réduction d'une fracture numérique persistante, notamment pour les femmes et les populations rurales, et une participation inclusive des Organisations de la Société Civile (OSC).***

Les défis liés à un cadre réglementaire obsolète, au développement de systèmes en silos, à une infrastructure de données publiques insuffisante et à des lacunes en matière de cybersécurité et de compétences numériques entravent la pleine réalisation du potentiel de transformation numérique. Pour y remédier, la Côte d'Ivoire doit adopter une approche stratégique et intégrée. En s'inspirant des leaders mondiaux comme le Danemark, la République de Corée, les Émirats Arabes Unis et l'Australie, ainsi que des pionniers africains comme l'Afrique du Sud, la Libye et le Maroc, le pays peut mettre en œuvre des solutions éprouvées.

Cela implique de moderniser son cadre juridique, d'établir des plateformes numériques interopérables, d'investir dans une infrastructure de données publiques dédiée, et de lancer des campagnes de littératie numérique ciblées, en particulier pour les femmes et les jeunes. Le

renforcement de la cybersécurité, le développement des compétences numériques spécialisées et l'exploitation stratégique des technologies émergentes comme l'IA et la blockchain, combinés à des partenariats public-privé robustes et une coordination gouvernementale renforcée, seront essentiels.

Atteindre les objectifs ambitieux de sa Stratégie Nationale de Développement Numérique exigera une volonté politique continue, une approche centrée sur le citoyen et un engagement ferme envers une transformation numérique inclusive. En tirant les leçons des expériences internationales et régionales, la Côte d'Ivoire a le potentiel non seulement d'améliorer sa performance en matière de gouvernement numérique, mais aussi de devenir véritablement un pôle numérique résilient et inclusif en Afrique de l'Ouest, garantissant que les avantages de l'économie numérique profitent à tous ses citoyens.

Sources des citations

1. Côte d'Ivoire - Digital Economy - International Trade Administration : <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/cote-divoire-digital-economy>
2. documents1.worldbank.org : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099040323061035082/P1800590cacdd80c08520096d2551e575f.docx>
3. Côte d'Ivoire Overview: Development news, research, data | World Bank : <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview>
4. E-Government Development Index (EGDI) - the United Nations : <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/About/Overview/-E-Government-Development-Index>
5. E-Government Development Index (EGDI) - World Bank Data : https://data360.worldbank.org/en/dataset/UN_EGDI
6. Côte d'Ivoire - EGOVKB | United Nations > Data > Country Information : <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Data/Country-Information/id/41-Cte-dIvoire>
7. Abidjan - City Data - the United Nations : <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Data/City/id/21-Abidjan/dataYear/2024>
8. ICT Development Index 2024: Ranking of African Countries - Ecofin Agency : <https://www.ecofinagency.com/telecom/1607-45735-ict-development-index-2024-ranking-of-african-countries>
9. ICT Development Index | Indice profile | Composite Indicators & Scoreboards Explorer : <https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu/explorer/indices/idi/ict-development-index>
10. Expert: Zero Bureaucracy and Digital Government initiatives ... : <https://seedgroup.com/2025/01/expert-zero-bureaucracy-and-digital-government-initiatives-transform-compliance-and-setup-for-businesses-in-the-uae/>
11. National Strategy for Digitalisation : <https://en.digst.dk/strategy/the-national-strategy-for-digitalisation/>
12. The Joint Government Digital Strategy : <https://en.digst.dk/strategy/the-joint-government-digital-strategy/>
13. E-Government in South Korea - Wikipedia : https://en.wikipedia.org/wiki/E-Government_in_South_Korea
14. National Administration> Digital Government> Digital Government ... : <https://www.mois.go.kr/eng/sub/a03/digitalGovInnovation/screen.do>
15. Abu Dhabi Government accelerates digital strategy with landmark Microsoft, G42 partnership | UAE Embassy in Washington, DC : <https://www.uae-embassy.org/news/abu-dhabi-government-accelerates-digital-strategy-landmark-microsoft-g42-partnership>
16. Digital initiatives | digital.gov.au : <https://www.digital.gov.au/initiatives>
17. The Australian Government's digital projects | digital.gov.au : <https://www.digital.gov.au/initiatives/MDPR/digital-projects>
18. 2025-06 - Digital government can benefit citizens - Wits University : <https://www.wits.ac.za/news/latest-news/opinion/2025/2025-06/digital-government-can-benefit-citizens.html>
19. SOUTH AFRICA'S ROADMAP FOR THE DIGITAL
https://www.stateofthenation.gov.za/assets/downloads/South_Africa_Roadmap_for_the_Digital_Transformation.pdf
20. The State of Digital Transformation in Libya - Alwadi ... : <https://alwadi.ly/2025/03/18/the-state-of-digital-transformation-in-libya/>

21. Drivers and Barriers in Libya's E-Government Implementation - A Case Study. - Proceedings : <https://proceedings.open.tudelft.nl/DGO2025/article/download/1043/1077/1449>
22. Digital Morocco 2030 strategy focuses on tech-driven transformation ... : <https://dig.watch/updates/digital-morocco-2030-strategy-focuses-on-tech-driven-transformation>
23. Morocco launches Digital 2030 Strategy - SAMENA Daily News : https://www.samenacouncil.org/samena_daily_news?news=102451
24. Bulletin numéro 4 de l'ONG Goodwill Afrika : <https://goodwillafrika.org/2025/05/07/les-architectures-gagnantes-pour-un-gouvernement-digital-efficace-lapproche-digital-public-infrastructure-dpi/>



L'ONG GOODWILL AFRIKA cherche à promouvoir en Afrique, des politiques publiques qui s'inscrivent dans le nouveau cadre mondial de coopération et utilisent le Développement Durable, les ODD et leurs cibles comme cadre conceptuel de référence et de résultat.

UNDESA : *«L'intelligence artificielle, les données ouvertes et la blockchain redéfiniront les services publics de demain, mais leur succès dépendra de cadres réglementaires solides et éthiques. »* (Perspectives futures dans le rapport EGD 2022, 2022)



Organisation Non Gouvernementale
Cocody - Riviera 5, Abidjan
Côte D'Ivoire

Mobile : (225) 05 85 20 6969
E-mail : contact@goodwillafrika.org
Site : www.goodwillafrika.org